

**Parti Evangélique Suisse**

Secrétariat Général

Nägelligasse 9

Postfach 294

3000 Bern

Tél. 031 351 71 71

Fax 031 351 71 02

info@evppev.ch

www.evppev.ch

Office fédéral de la justice

Bundesrain 20

CH-3003 Berne

Berne, le 30 septembre 2013

**10.467 Initiative parlementaire. Prévention de l'endettement par l'interdiction de la publicité en faveur des petits crédits. Procédure de consultation.**

**Réponse du Parti Evangélique Suisse (PEV).**

Monsieur le Président de la commission

Madame, Monsieur,

Le PEV vous transmet ses remerciements quant à la possibilité de prendre position sur le projet mentionné et vous fait volontiers part de ses remarques.

Les efforts réalisés afin de réviser la loi fédérale sur le crédit à la consommation sont à saluer. La haute proportion de ménages endettés est en effet inquiétante et l'endettement des ménages est actuellement un problème de société non négligeable. Le PEV regrette toutefois que l'avant-projet soit limité dans son application.

Le PEV préconise l'extension du champ d'application de la LCC aux crédits express et soutient la proposition d'abroger l'art. 7, al. 1, let. f, LCC. Les crédits express cultivent l'image trompeuse de l'argent facile, sans contrainte. Les personnes contractant un crédit doivent pouvoir jouir de la protection découlant des articles 22 ss LCC (examen de la capacité de contracter un crédit) et 16 LCC (droit de révocation). Cette abrogation restaurerait cette protection, rendrait ce type de crédit moins attrayants et en réduirait la demande.

La formulation de la section 5 (capacité de contracter un crédit) est appropriée.

Concernant l'art. 36a., la solution proposée par la minorité est préférable: <sup>1</sup>La publicité pour le crédit à la consommation ne doit pas être agressive. <sup>2</sup>Les prêteurs définissent la publicité agressive de manière suffisante dans une convention de droit privé. Une telle disposition ménagerait en effet la possibilité de vérifier si le contenu d'une convention de droit privé est satisfaisant et permettrait dans le cas contraire au Conseil fédéral d'intervenir. Le PEV juge qu'il est temps de freiner la publicité agressive et de fixer un cadre satisfaisant. D'ailleurs, il serait favorable à l'interdiction totale de la publicité en

*faveur des petits crédits, qui serait plus aisément applicable. Puisque cela constitue une trop grande atteinte à la liberté économique, le PEV revendique néanmoins que cette catégorie de publicité soit restreinte drastiquement.*

*La restriction de la publicité en faveur des petits crédits est nécessaire. Elle ne lutte cependant que contre les symptômes du problème. L'augmentation démesurée de la publicité en faveur des petits crédits indique que cette forme de crédit est toujours trop attractive pour les instituts en question. Un moyen efficace de faire reculer les problèmes inhérents aux petits crédits serait de baisser le taux d'intérêt maximal à 10%.*

*Nous vous remercions pour la prise en compte de notre opinion ainsi que pour le précieux travail accompli et vous transmettons, Monsieur le Président de la commission, Madame, Monsieur, nos salutations distinguées.*

**PARTI EVANGELIQUE SUISSE (PEV)**



Président du Parti  
Heiner Studer



Secrétaire général  
Joel Blunier